

25 MAILLAGE AUTORISE**26 AUTRES SPECIFICATIONS A PRECISER****27 ZONE DE PECHE AUTORISEE****28 Divers**

~~Sur cette face peuvent également être inscrites toutes autres informations utiles pour l'exercice de l'activité de pêche dans les eaux sous juridiction mauritanienne.~~

~~**Article 3** = Le modèle de licence pour les navires de pêche artisanale doit revêtir :~~

~~**A - Au verso :**~~

~~En haut et au milieu figure la mention en arabe «Au nom d'Allah, le Clément, le Miséricordieux » au dessus de laquelle le sceau de l'Etat (diamètre 12,5 mm)~~

~~A droite et à gauche du sceau de l'Etat, respectivement en arabe et en français, la mention « République Islamique de Mauritanie » en dessous de laquelle la devise de l'Etat Mauritanien « Honneur - Fraternité - Justice » en dessous desquelles est inscrite la mention « Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime ».~~

~~Au milieu figure, en grand modèle (diamètre 65mm), le sceau de l'Etat traversé par la mention en arabe et en français « licence de pêche artisanale dans la zone économique exclusive de la République Islamique de Mauritanie ».~~

~~En bas et à gauche les mentions :
licence n° _____~~

~~Fait à Nouakchott le _____~~

~~En bas et à droite figurent, superposés, le titre, le nom et la fonction du Ministre chargé des Pêches ou de son représentant habilité à signer à son lieu et place.~~

~~**B - Au recto :**~~

~~Les éléments d'identification du navire et les conditions d'exercice de l'activité de pêche, en particulier, les renseignements suivants :~~

~~1. N° DE LA LICENCE _____~~

~~2. TYPE DE LICENCE _____~~

~~3. CATEGORIE DE PECHE _____~~

~~4. TYPE D'EXPLOITATION _____~~

~~5. VALABLE DU _____ AU _____~~

~~6. NOM DE L'EMBARCATION _____~~

~~7. N° D'IMMATRICULATION _____~~

~~8. PORT D'ATTACHE _____~~

~~9. NATIONALITE _____~~

~~10. NOM DU PROPRIETAIRE _____~~

~~11. NOM DE L'AFFRETEUR _____~~

~~12. LONGUEUR HT _____ LARGEUR _____~~

~~13. ENGINS DE PECHE AUTORISES _____~~

~~14. PUISSANCE DU (ES) MOTEUR (S) _____~~

~~15. NUMERO DE LA SERIE DU MOTEUR _____~~

~~16. NUMERO DE LA QUITTANCE DE PAIEMENT _____~~

~~17. Zone (S) DE PECHE AUTORISEE (S) _____~~

~~18. EFFECTIF DE L'EQUIPAGE :
MAURITANIENS _____ ETRANGERS _____~~

~~19. DIVERS _____~~

~~Sur cette face peuvent également être inscrites toutes autres informations utiles pour l'exercice de l'activité de pêche dans les eaux sous juridiction mauritanienne.~~

~~**Article 4** = Le Secrétaire Général, le Délégué à la Surveillance des Pêches et au Contrôle en Mer, le Directeur des Pêches et le Directeur Régional Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.~~

Arrêté n° R - 001208 du 20 octobre 2002 fixant les conditions d'entrée et de sortie des navires de pêche étrangers dans les eaux sous juridiction mauritanienne.

ARTICLE PREMIER - En application des dispositions de l'article 42 du décret n°2002 - 073 du 1^{er} octobre 2002 portant règlement général d'application de la loi n°2000 - 025 du 24 janvier 2000 portant code des Pêches, tous les navires étrangers en activité de pêche dans les eaux sous juridiction de la République Islamique de Mauritanie sont soumis aux formalités d'entrée et sortie de la zone de pêche par l'un des points de passage indiqués ci dessous, en présence de la délégation à la surveillance des pêches et au contrôle en Mer (DSPCM).

Il s'agit des points de passage suivants :

- point de passage nord, défini par les coordonnées 20°40N - 17°04W

- point de passage sud défini par les coordonnées : 16°20N - 16°40W

Article 2 - Les armateurs des navires de pêche étrangers doivent communiquer à la DSPCM, selon les délais fixés à l'article 3 ci - dessous les entrées et les sorties de leurs navires de la zone de pêche aux numéros habituels de la DSPCM.

Toute modification des numéros de communication fera l'objet d'une large diffusion par les voies autorisées et en particulier par lettre circulaire adressée à tous les armateurs.

Article 3 - Les communications visées à l'article 2 devront s'effectuer de la manière suivante :

Les entrées: Elles doivent être notifiées au moins 72 heures à l'avance et les informations suivantes doivent être fournies :

- la position du navire lors de la communication ;

- le point de passage à l'entrée ;

le jour, la date et l'heure de passage à ce point ;

- la présence à bord de l'équipage mauritanien ;

- les captures par espèces détenues à bord au moment de la communication, pour les navires qui ont indiqué antérieurement la possession d'une licence de pêche pour une autre zone de pêche de la sous - région. Dans ce cas, les agents de surveillance auront accès au journal de pêche relatif à cette autre zone de pêche. Le cas échéant, la durée du contrôle pourra dépasser le délai prévu à l'article 5 du présent arrêté.

Les sorties : Elles doivent être notifiées au moins soixante douze (72) heures pour les points de passage indiqués à l'article 1^{er} du présent arrêté. Les informations suivantes doivent être communiquées :

- la position du navire lors de la communication ;

- le point de passage à la sortie ;

- le jour, la date et l'heure de passage à ce point ;

- les captures, par espèce, détenues à bord au moment de la communication.

Article 4 - Les navires devront communiquer avant chaque entrée et sortie avec la DSPCM par les moyens habituels au moins six (6) heures avant l'heure prévue dans la notification et en particulier se mettre en permanence sur la fréquence radio de la DSPCM.

Article 5 - Les opérations de contrôle se dérouleront suivant les procédures prévues par le décret n°92.026 du 23 juin 1992 relatif aux procédures de contrôle liées aux opérations de surveillance maritime.

En cas de retard ou d'absence des unités de la surveillance sur les points d'entrée ou de sortie, la DSPCM notifiera à l'armateur ou au consignataire du navire une attestation permettant au navire de poursuivre sa route.

Article 6 - Le non - respect des dispositions prévues par le présent arrêté constitue une infraction grave au sens de l'article 65 de la loi n°2000 - 025 du 24 janvier portant code des pêches et entraîne les sanctions suivantes :

a - pour la première fois :

- le navire est dérouté ;

- la cargaison à bord est confisquée au profit du Trésor ;

- le navire est puni d'une amende égale au minimum de la fourchette prévue par le code des pêches ;

b - pour le cas de la récidive :

- le navire est dérouté ;

- la cargaison à bord est confisquée au profit du Trésor ;

- le navire est puni du double de l'amende visée au point (a) ci - dessus conformément aux dispositions de l'article 67 de la loi 2000 - 025 du 24 janvier 2000 portant code des pêches ;

- la licence est annulée pour le reliquat de sa période de validité, le capitaine et le navire interdits d'activité en Mauritanie et ce en application de l'article 69 de la loi 2000 - 025 du 24 janvier 2000 portant code des pêches.

Article 7 - Le Secrétaire Général du Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime et le Délégué à la Surveillance des Pêches et au Contrôle en Mer, le Directeur des Pêches et le Directeur Régional Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

Actes Réglementaires

Arrêté n° R - 001055 du 24 septembre 2002 fixant les conditions d'attribution et d'exercice du mandat sanitaire.

ARTICLE PREMIER - Le présent arrêté fixe les conditions à remplir et à observer par un vétérinaire privé pour obtenir et exécuter des opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux dans le cadre de campagnes annuelles de vaccination organisées par le département.

Article 2 - Aucune personne ne peut exécuter des opérations de prophylaxie collective des maladies animales si elle n'a reçu au préalable un mandat sanitaire.

Article 3 - Le vétérinaire fonctionnaire et le vétérinaire privé salarié ne peuvent être attributaires du mandat sanitaire.

Article 4 - L'auxiliaire d'élevage ne peut exécuter des opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux que sous la responsabilité et la supervision d'un vétérinaire privé mandaté.

Article 5 - Le mandat sanitaire est attribué par le Ministre du Développement Rural et de l'Environnement au vétérinaire installé en clientèle privée et travaillant exclusivement pour son compte.

L'obtention du mandat sanitaire est assujettie à la formulation d'une demande d'attribution adressée au Ministre du Développement Rural et de l'Environnement par le candidat, accompagnée d'un dossier comprenant :

- une autorisation d'exercice de la médecine vétérinaire à titre privé, établie au nom du candidat et délivrée par le Ministre du Développement Rural et de l'Environnement;

- une copie du diplôme de docteur vétérinaire candidat;

- l'adresse professionnelle exacte du candidat.

Article 6 - Le mandat sanitaire n'est attribué que pour une période d'un an, renouvelable sans limitation.

Article 7 - Le ressort territorial du mandat sanitaire correspond habituellement à l'aire géographique d'une moughataa.

Exceptionnellement, il peut être étendu à deux moughataa, lesquelles, dans ce cas, devront être limitrophes.

Article 8 - Le vétérinaire mandaté sera lié au département par un contrat pour l'exercice du mandat sanitaire, comportant d'une part ses obligations et, d'autre part, les engagements de la direction de l'élevage et de l'agriculture.

Ce contrat devra recevoir le visa d'approbation du Ministre du Développement Rural et de l'Environnement.

Article 9 - Le vétérinaire mandaté est tenu au respect de toutes les obligations auxquelles il aura souscrit, à travers le contrat pour l'exercice du mandat sanitaire. Les obligations que le vétérinaire mandaté est tenu de respecter comprennent l'observation des prescriptions techniques édictées par le département et ses représentants pour l'exécution des opérations de prophylaxie ainsi que les tarifs de rémunération et de cession des vaccins, fixés par le département.

Article 10 - Le contrôle et l'évaluation des activités du vétérinaire mandaté sont effectués par les structures déconcentrées du département chargé de l'élevage et le service de l'élevage de la Direction de l'Elevage et de l'Agriculture.

Pour les besoins de ce contrôle et de cette évaluation, des prélèvements de sang peuvent être effectués sur des troupeaux vaccinés par le vétérinaire mandaté, aux fins de détermination du statut immunitaire.

Article 11 - Le Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'application